

Unité départementale de l'Isère
17 boulevard Joseph Vallier
38040 Grenoble

Grenoble

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 23/10/2024

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

ELYDAN

127 avenue louis blériot
Air parc
38590 Saint-Étienne-De-Saint-Geoirs

Références : 2024-Is067TN2

Code AIOT : 0003203119

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 23/10/2024 dans l'établissement ELYDAN implanté 127 avenue Louis Blériot Air parc 38590 Saint-Étienne-de-Saint-Geoirs. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

La visite s'inscrit dans le cadre d'une action nationale de l'inspection des installations classées relative à la prévention des pertes de granulés plastiques industriels. L'inspection a également porté sur la situation administrative du site et la réalisation d'une campagne de surveillance des PFAS.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- ELYDAN
- 127 avenue Louis Blériot Air parc 38590 Saint-Étienne-de-Saint-Geoirs
- Code AIOT : 0003203119
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : non Seveso

- IED : non

L'installation élabore des gaines et canalisations fabriquées à base de plastique et à destination des secteurs du BTP ou de l'agriculture par exemple.

Ces activités de production étaient auparavant exercées depuis 1972 sur un site également implanté à Saint-Etienne-de-Saint-Geoirs et depuis le transfert de ces activités sur le nouveau site, elles sont réglementées par l'arrêté préfectoral d'autorisation du 24 janvier 2020.

Le site est encadré par diverses dispositions du code de l'environnement, dont la sous-section 6, de la section 10, du chapitre 1er, du titre IV, du livre V, relative à la prévention des pertes de granulés plastiques industriels dans l'environnement.

Il est également visé par l'arrêté du 20 juin 2023 relatif à l'analyse des substances per- et polyfluoroalkylées dans les rejets aqueux des installations classées pour la protection de l'environnement relevant du régime de l'autorisation.

Thèmes de l'inspection :

- AN24 PFAS
- AN24 Prévention GPI

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;

- ♦ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Situation administrative	Arrêté Préfectoral du 24/01/2020, article 1.2.1	Sans objet
2	Typologie des sites industriels	Code de l'environnement du 10/02/2020, article L. 541-15-11	Sans objet
3	Equipements de prévention de rejets canalisés de granulés de plastiques	Code de l'environnement du 16/04/2021, article D. 541-361	Sans objet
4	Procédures de prévention de dispersion de granulés de plastiques	Code de l'environnement du 16/04/2021, article D. 541-362	Sans objet
5	Audits des procédures par un organisme accrédité	Code de l'environnement du 16/04/2021, article D. 541-364	Sans objet
6	Liste des substances PFAS	Arrêté Ministériel du 20/06/2023, article 2	Sans objet
7	Réalisation des campagnes d'analyse	Arrêté Ministériel du 20/06/2023, article 3	Sans objet
8	Réalisation de la campagne et transmission des résultats	Arrêté Ministériel du 20/06/2023, article 4	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'inspection n'a pas constaté de non-conformités lors de sa visite. En revanche, certaines prescriptions de l'arrêté du 20 juin 2023 apparaissent inadaptées à l'installation compte tenu de la nature de l'unique rejet du site qui est un rejet d'eau pluviales non souillées, qui n'a pas à faire l'objet d'une surveillance des PFAS.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Situation administrative

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 24/01/2020, article 1.2.1			
Thème(s) : Situation administrative, Situation administrative			
Prescription contrôlée :			
1.2.1 Liste des installations concernées par une rubrique de la nomenclature des installations classées ou par une rubrique de la nomenclature loi sur l'eau			
Rubrique Alinéa	Régime (*)	Libellé de la rubrique (activité) Critères de classement	Caractéristiques de l'installation / Capacités maximales
2661-1	A	Transformation de matières plastiques	17 lignes d'extrusion Quantité de matières traitées : 128 t/j
2662	E	Stockage de matières plastiques	Silos de granulés volume maximal stocké : 2 295 m ³
2663-2	E	Stockage de produits finis	Volume maximal stocké : 60 655 m ³
2791	DC	Installation de traitement de déchets non dangereux (broyage)	Volume maximal : 9,6 t/j
1185-2a	DC	Emploi dans des équipements frigorifiques ou climatiques clos en exploitation de gaz à effet de serre fluorés visés à l'annexe I du règlement (UE) n° 517/2014	Quantité totale : 574,5 kg
(*) A (autorisation), E (Enregistrement), DC (soumis au contrôle périodique prévu par l'article L 512-11 du CE)** ou NC (Non Classé)			
(**) En application de l'article R. 512-55 du code de l'environnement, les installations DC ne sont			

pas soumises à l'obligation de contrôle périodique lorsqu'elles sont incluses dans un établissement qui comporte au moins une installation soumise au régime de l'autorisation ou de l'enregistrement.
<p>Constats :</p> <p>L'installation est équipée de 15 lignes de productions bien que l'arrêté d'autorisation en indique 17, les deux lignes supplémentaires seront mises en place mais le sujet n'est pas d'actualité. L'installation fonctionne suivant un rythme de 3x8 de 5 à 7 jours par semaine. A partir de l'an prochain, le rythme devrait être de 3x8 tous les jours de la semaine.</p> <p>En octobre, le site a traité jusqu'à 77 tonnes par jour d'après les chiffres issus d'un logiciel métier de l'exploitant (indiquant également le kilométrage produit).</p> <p>Le volume des 15 silos où sont stockés les billes plastiques est 2445 m³, ce qui est légèrement supérieur au volume autorisé mais les silos ne sont jamais remplis à pleine capacité et l'inspection a constaté que le volume maximal autorisé de 2295 m³ était bien respecté.</p> <p>Le volume de produits finis stockés est sous le seuil autorisé de 60 655 m³, il est de 22 399 m³ et 1726 tonnes d'après le logiciel de l'exploitant.</p> <p>L'installation de broyage traite de 2 à 3 tonnes de plastique par jour ; les quantités sont suivies dans un logiciel distinct ; en octobre, l'installation de broyage a traité jusqu'à 17,65 en une semaine.</p>
Type de suites proposées : Sans suite

N° 2 : Typologie des sites industriels

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 10/02/2020, article L. 541-15-11
Thème(s) : Actions nationales 2024, Prévention des pertes de granulés de plastiques industriels (GPI)
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>A compter du 1er janvier 2022, les sites de production, de manipulation et de transport de granulés de plastiques industriels sont dotés d'équipements et de procédures permettant de prévenir les pertes et les fuites de granulés dans l'environnement. A compter du 1er janvier 2022, les sites mentionnés au I font l'objet d'inspections régulières, par des organismes certifiés indépendants, afin de s'assurer de la mise en œuvre des obligations mentionnées au même I et de la bonne gestion des granulés sur l'ensemble de la chaîne de valeur, notamment s'agissant de la production, du transport et de l'approvisionnement.</p>
<p>Constats :</p> <p>L'installation utilise des billes de plastiques (du polyéthylène très majoritairement), qui servent de matière première pour la fabrication de gaines et de tubes, utilisés dans le secteur du bâtiment, de la construction ou de l'agriculture.</p> <p>L'installation utilise également des colorants sous formes de billes plastiques qui sont mélangées dans le process aux autres billes plastiques.</p> <p>Les billes sont stockées dans des silos d'une capacité maximale autorisée de 2295 m³ et ces 30</p>

<p>derniers jours, le site a utilisé jusqu'à 90 tonnes de billes en une journée. Les billes ont un diamètre compris entre 2 et 3 mm.</p> <p>Depuis le 1^{er} janvier 2022, l'installation a fait l'objet de deux visites d'audit sur la thématique de la prévention des pertes de granulés de plastiques industriels, par un organisme certifié, le 8 décembre 2022 et le 16 septembre 2024.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 3 : Équipements de prévention de rejets canalisés de granulés de plastiques

<p>Référence réglementaire : Code de l'environnement du 16/04/2021, article D. 541-361</p>
<p>Thème(s) : Actions nationales 2024, Prévention des pertes de granulés de plastiques industriels (GPI)</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Les sites de production, de manipulation et de transport de granulés de plastiques industriels sont dotés d'équipements prévenant leur rejet canalisé dans l'environnement. Les zones de ces sites où des granulés de plastiques industriels sont susceptibles d'être répandus accidentellement sont associées à des dispositifs de confinement et de récupération prévenant leur dissémination dans l'environnement. Les équipements et dispositifs mentionnés aux précédents alinéas sont adaptés aux dimensions des granulés susceptibles d'être présents dans ces sites. Conformément à l'article 2 du décret 2021-461 du 16 avril 2021, ces dispositions s'appliquent, à compter du 1er janvier 2023, aux sites de production, de manipulation et de transport de granulés de plastiques industriels dont l'exploitation a démarré avant le 1er janvier 2021.</p>
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant a mis en place différents équipement visant à prévenir la dissémination de GPI dans l'environnement.</p> <p>Les deux groupes de silos de stockage de billes plastiques sont équipés d'une rétention et la bouche d'évacuation d'eaux pluviales qui les équipe est munie d'un filtre d'une maille de 180 microns d'après la fiche technique du fabricant présentée à l'inspection.</p> <p>L'exploitant a identifié les zones présentant un risque de dissémination de GPI en les hiérarchisant. Des filtres équipent les regards d'eaux pluviales du site situés en zone « rouge », là où le risque de dissémination est le plus important.</p> <p>Les eaux pluviales du site sont acheminées vers un bassin avant leur évacuation du site, l'inspection a constaté qu'il n'y avait pas de GPI dans ce bassin et que le rejet de ce dernier n'est donc pas susceptible d'en contenir.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 4 : Procédures de prévention de dispersion de granulés de plastiques

<p>Référence réglementaire : Code de l'environnement du 16/04/2021, article D. 541-362</p>
<p>Thème(s) : Actions nationales 2024, Prévention des pertes de granulés de plastiques industriels (GPI)</p>

Prescription contrôlée :

Tout exploitant d'un site de production, de manipulation et de transport de granulés de plastiques industriels adopte des procédures prévenant la dispersion de granulés de plastiques industriels dans l'environnement. Ces procédures visent à :

- a) Identifier les zones où des granulés de plastiques industriels sont susceptibles d'être rejetés ou répandus accidentellement dans l'environnement ;
- b) Vérifier périodiquement que les emballages utilisés pour le stockage et le transport des granulés de plastiques industriels sont conçus et manipulés de sorte à minimiser le risque de dissémination de ces granulés dans l'environnement ;
- c) Confiner et ramasser tout granulé de plastique industriel répandu accidentellement dans l'enceinte du site ;
- d) Procéder régulièrement au nettoyage des bassins de rétention situés en amont des équipements mentionnés au premier alinéa de l'article D. 541-361 et des abords du site placés sous le contrôle de l'exploitant ;
- e) Inventorier et s'assurer régulièrement du bon état de fonctionnement des équipements et dispositifs mentionnés à l'article D. 541-361 ;
- f) Former et sensibiliser, notamment par voie d'affichage, le personnel et les tiers intervenant sur le site ;
- g) Réaliser des contrôles internes semestriels de ces procédures. Les procédures mentionnées aux précédents alinéas sont adaptées aux dimensions des granulés susceptibles d'être présents dans ces sites.

Conformément à l'article 2 du décret 2021-461 du 16 avril 2021, ces dispositions entrent en vigueur le 1er janvier 2022.

Constats :

L'exploitant a identifié les zones présentant un risque de dissémination de GPI en les hiérarchisant. Il a présenté une cartographie de ces zones à l'inspection. Les zones rouges correspondent aux zones où les billes plastiques sont utilisées ou stockées (les silos par exemple), les zones orange correspondent aux zones où l'on pourrait retrouver des billes de façon indirecte (sur le trajet des camions transportant les billes par exemple) et les zones vertes sont les zones où l'on n'est pas susceptible de les retrouver (zone de stockage des produits finis par exemple).

L'exploitant a défini une procédure de contrôle interne sur la thématique des GPI, en plus de l'audit interne réalisé deux fois par an, incluant des actions mensuelles, bimensuelles et hebdomadaires, dont le contrôle des emballages qui est mensuel et qui a été réalisé la semaine 41. Si la matière première est livrée par camions citerne, directement dépotés dans les silos, les colorants sont livrés en palette. L'inspection a constaté que la zone de stockage des colorants était propre.

En lien avec l'exercice d'identification des zones à risque, l'exploitant a réparti sur son site et en particulier sur les zones à risque identifiées une dizaine de kits de nettoyage des GPI incluant un container réservé aux GPI, un balai et une pelle. Des consignes sont affichées au niveau de ces kits de nettoyage, dont la fréquence de nettoyage qui doit être à minima hebdomadaire (les consignes indiquent que le nettoyage doit être immédiat au besoin).

Le contrôle des filtres placés sur les regards est réalisé de manière mensuelle ; le dernier contrôle date de la semaine 41 ; l'inspection a constaté qu'un filtre était mal placé.

<p>Le dernier audit interne date de juillet 2024, il a permis de compléter la procédure de contrôle en ajoutant le contrôle des emballages de colorant ou encore de faire évoluer la cartographie des zones à risque en y ajoutant la zone des deux silos où sont stockés les granulés plastiques issus du broyage des chutes de production.</p> <p>Les audits internes donnent lieu à des rapports et les actions prescrites par ces rapports sont rentrées dans le logiciel de management du site afin de faire l'objet d'un suivi.</p> <p>Une instruction élaborée par l'exploitant et datée du 30 juillet 2024 formalise les fréquences des contrôles relatifs à la prévention des pertes de GPI (contrôle de la propreté, contrôle du conditionnement des produits, vérification des kits de nettoyage, contrôle des équipements de prévention etc.). Un document de procédure interne définit également les modalités de réalisation des audits internes.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>A titre de remarque, le filtre mal placé devra être remis correctement en place ou changé.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 5 : Audits des procédures par un organisme accrédité

<p>Référence réglementaire : Code de l'environnement du 16/04/2021, article D. 541-364</p>
<p>Thème(s) : Actions nationales 2024, Prévention des pertes de granulés de plastiques industriels (GPI)</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Pour l'application du II de l'article L. 541-15-11, on entend par " inspections régulières ", les audits des procédures mentionnées à l'article D. 541-362. Ces audits sont mis en œuvre conformément aux dispositions du présent article, dans un délai de un an à compter de leur mise en œuvre, puis au moins tous les trois ans, sous la responsabilité de l'exploitant de chaque site de production, de manipulation et de transport de granulés de plastiques industriels, par un organisme certificateur qu'il choisit parmi ceux mentionnés à l'alinéa suivant. Les organismes certificateurs habilités à réaliser les audits mentionnés au présent article sont indépendants de l'exploitant du site et accrédités à cet effet par le Comité français d'accréditation (COFRAC), ou par tout autre organisme d'accréditation signataire de l'accord de reconnaissance multilatéral établi dans le cadre de la coordination européenne des organismes d'accréditation (" European Cooperation for Accreditation ", ou " EA "), selon les dispositions de la norme ISO/ IEC 17021 " Évaluation de la conformité-Exigences pour les organismes procédant à l'audit et à la certification des systèmes de management " ou selon les dispositions de toute autre norme ou spécification technique présentant des garanties équivalentes. Ces audits peuvent être réalisés dans le cadre des audits de certification des systèmes de management de la qualité effectués par des organismes certificateurs accrédités conformément aux dispositions du précédent alinéa. Les organismes certificateurs accèdent à toute information ou document nécessaire à leur mission. L'exploitant met à disposition du public sur son site internet une synthèse de chaque rapport d'audit, en retirant les informations relevant d'un secret protégé par la loi. Conformément à l'article 2 du décret 2021-461 du 16 avril 2021, ces dispositions entrent en vigueur le 1er janvier 2022.</p>

Constats :

Depuis le 1^{er} janvier 2022, l'installation a fait l'objet de deux visites d'audit sur la thématique de la prévention des pertes de granulés de plastiques industriels, par un organisme certifié, le 8 décembre 2022 et le 16 septembre 2024.

Une partie du rapport d'audit de 2022 est accessible sur le site de la société de l'exploitant, il a été raccourci pour des questions de confidentialité. Cet extrait du rapport d'audit de 2022 présente les conclusions de l'audit qui traite à la fois des bonnes pratiques mises en place, les points d'amélioration et les points de non-conformité. L'extrait affiche la nécessité de la mise en œuvre d'actions correctives pour garantir la conformité au décret 2021-461, le rapport de 2024 conclut à la conformité du site avec les prescriptions du décret.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

A titre de remarque, le dernier rapport d'audit devra être mis en ligne sur la page internet de la société.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 6 : Liste des substances PFAS

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 20/06/2023, article 2

Thème(s) : Actions nationales 2024, Réalisation et tenue à jour de la liste de PFAS

Prescription contrôlée :

L'exploitant d'une installation mentionnée à l'article 1er établit, sous trois mois, la liste des substances PFAS utilisées, produites, traitées ou rejetées par son installation, ainsi que des substances PFAS produites par dégradation. Il tient cette liste à jour à la disposition de l'inspection des installations classées.

Si de telles substances ont été utilisées, produites, traitées ou rejetées avant l'entrée en vigueur du présent arrêté, elles sont également mentionnées en tant que telles dans la liste, ainsi que la date à laquelle elles sont susceptibles d'avoir été rejetées.

Constats :

Le site est soumis au régime de l'autorisation au titre de la rubrique ICPE n°2661, il est par conséquent soumis aux dispositions de l'arrêté du 20 juin 2023.

L'exploitant a effectué un travail de recensement des PFAS utilisés sur son site. Il a sollicité ses fournisseurs pour identifier l'utilisation de PFAS sur le site, certains n'ont pas fourni ces renseignements en avançant le secret des affaires .

On ne retrouve pas de PFAS dans la matière première majoritairement utilisée sur le site (Polyéthylène PE100), ni dans les colorants ou les chutes de plastiques recyclés.

Un fournisseur a indiqué à l'exploitant que l'on trouvait des PFAS dans certaines buses utilisées sur le site, sans lui préciser lesquels pour une question de secret des affaires et protéger la recette de son produit. Le fournisseur travaille au retrait des PFAS dans ses produits et l'exploitant du site

expérimente de nouveaux manchons produits sans PFAS.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 7 : Réalisation des campagnes d'analyse

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 20/06/2023, article 3
Thème(s) : Actions nationales 2024, Exhaustivité des paramètres analysés et échéances
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'exploitant d'une installation mentionnée à l'article 1er réalise une campagne d'identification et d'analyse des substances PFAS sur chaque point de rejets aqueux de l'établissement, à l'exception des points de rejet des eaux pluviales non souillées. Les émissaires d'eaux de ruissellement des zones où ont été utilisées des mousses d'extinction d'incendie en quantité significative sont également concernés par cette campagne, ainsi que ceux d'eaux contaminées par des PFAS d'une manière plus générale.</p>
<p>Constats :</p> <p>Une campagne a été réalisée sur les eaux de rejets du site, alors que ces dernières se limitent à des eaux pluviales et que la prescription vise les rejets industriels.</p> <p>Le site utilise de l'eau dans son process pour des besoins de refroidissement sur les lignes de production. L'eau de process est utilisée en boucle fermée, l'eau peut s'évaporer et il existe donc un appoint en eau mais il n'y a pas de rejets des eaux de process, ni même sous la forme d'eaux de purge.</p> <p>Les eaux pluviales ne sont pas susceptibles de contenir des PFAS, le site est récent et aucune mousse d'extinction n'a été utilisée.</p>
Type de suites proposées : Sans suite

N° 8 : Réalisation de la campagne et transmission des résultats

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 20/06/2023, article 4
Thème(s) : Actions nationales 2024, Accréditation des organismes mandatés, transmission des résultats
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>I. [...]</p> <p>Les mesures (prélèvement et analyse) des substances mentionnées au 2° de l'article 3 et les prélèvements des substances mentionnées au 3° de l'article 3 sont effectués par un organisme ou laboratoire agréé ou, s'il n'existe pas d'agrément pour le paramètre mesuré, par un organisme ou laboratoire accrédité par le Comité français d'accréditation ou par un organisme signataire de l'accord multilatéral pris dans le cadre de la Coordination européenne des organismes d'accréditation. Le précédent alinéa n'est pas applicable pour l'utilisation de la méthode indiciaire (AOF) mentionnée au 1° de l'article 3 et pour les analyses des substances mentionnées au 3° de l'article 3.</p> <p>Les prélèvements sont réalisés dans des conditions représentatives de l'activité normale de</p>

l'installation.

Les prélèvements sont effectués au(x) point(s) de rejet aqueux avant toute dilution avec d'autres effluents.

Les prélèvements sont réalisés pour les substances énumérées à l'article 3 à partir d'un échantillonnage réalisé sur une durée de 24 heures. Dans le cas où il est impossible d'effectuer un prélèvement proportionnel au débit de l'effluent, un prélèvement asservi au temps ou des prélèvements ponctuels, si la nature des rejets le justifie, sont réalisés. L'exploitant justifie alors cette impossibilité.

Pour l'utilisation de la méthode indiciaire (AOF) mentionnée au 1° de l'article 3, une limite de quantification de 2 µg/L est respectée.

Pour chacune des substances PFAS mentionnées au 2° et au 3° de l'article 3, une limite de quantification de 100 ng/L est respectée.

Si une substance PFAS n'est pas quantifiée ou quantifiée à une concentration inférieure à 100 ng/L, la mention « non quantifiée » est précisée.

II.

[...]

III. - L'exploitant transmet les résultats commentés de ces campagnes d'analyse, par voie électronique, à l'inspection des installations classées au plus tard le dernier jour du mois suivant chaque campagne. Ces résultats sont transmis conformément à l'arrêté du 28 avril 2014 susvisé.

Constats :

Les prélèvements réalisés dans le cadre de la campagne d'analyse ont été réalisés par un des organismes accrédités par le comité français d'accréditation. Les analyses en laboratoires ont également été réalisées par deux autres organismes accrédités, un a réalisé l'analyse des 20 PFAS listés au 2° de l'article 3 et le second l'analyse du paramètre AOF (adsorption du fluor organique).

Les échantillons analysés sont des eaux pluviales et les résultats d'analyses sont représentatifs de ces dernières.

Les limites de quantification sont fixées à 20 ng/l ou 50 ng/l pour les 20 PFAS analysés, ce qui est inférieur à la limite de quantification minimale prescrite de 100 ng/l. Sur les trois analyses réalisées, la limite de quantification a été dépassée une unique fois pour l'Acide perfluorohexanoïque, dans le cas du prélèvement réalisé le 30/04/24 (28 ng/l par rapport à la limite de quantification fixée à 20 ng/l).

La limite de quantifications de l'AOF est fixée à 2 µg/l, ce qui est identique à la limite de quantification minimale prescrite de 2 µg/l. La limite de quantification a été dépassée une fois, dans le cas du prélèvement réalisé le 28 mars 2024, le résultat était de 3 µg/l.

L'exploitant a transmis le résultat de ses campagnes d'analyse via l'application web GIDAF.

La transmission des résultats s'est faite moins d'un mois après la réalisation des différentes analyses.

Type de suites proposées : Sans suite